

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

La crise italienne, l'Europe et les U.S.A.

La crise politique et économique de l'Italie, qui a explosé au début de l'année 1976, a tenu en suspens le souffle de ses partenaires européens et même de l'Amérique.

Pour la partie économique de la crise, les associés de la C.E.E. se sont demandé ce qu'ils pouvaient faire pour garder l'Italie au sein de la Communauté et empêcher que la dévaluation de la lire ne contamine les autres monnaies européennes.

Le franc français a déjà donné des signes de faiblesse; à la suite de l'instabilité intérieure, la peseta a perdu d'un seul coup 11,50%.

La livre sterling souffre d'un mal chronique qui l'érode lentement. Quant à la drachme et au dinar, la pression interne est montée à des niveaux tels que l'on peut craindre pour ces monnaies également une seconde phase explosive.

Espagne, Grèce et Yougoslavie ont leur économie tellement liée à celle de la C.E.E. qu'il est impossible de penser que leur crise monétaire n'ait pas de répercussions sur tout le système européen où le mark, dans un état d'une vigueur d'autant plus apparente que les autres monnaies donnent, au même moment, des signes de fléchisse-

ment, semble tendre vers une réévaluation qui donnerait le coup de grâce au franc.

La partie politique de la crise italienne, qui est la conséquence de la crise économique et qui a engendré sa phase explosive dont les conséquences sont la chute de la lire, préoccupe les Etats-Unis encore plus que ses partenaires européens.

Gianni Agnelli, président de la Confindustria (le Patronat italien) et de FIAT, a déclaré, à son retour d'un voyage aux U.S.A., que les Américains craignent les éventuelles suites négatives de la crise italienne et qu'ils considèrent la solution des élections anticipées un risque considérable qu'il faut à tout prix éviter.

Les Américains - a déclaré à la presse M. Agnelli - ont la sensation que le front de la démocratie traverse véritablement une période de crise grave.

U.S.A.: calvinisme ou incohérence ?

Le sens des paroles prononcées par M. Agnelli ne peut pas être mis en doute. Sa position et sa préparation sont telles qu'il a certainement littéralement photographié l'état d'âme des Américains.

Il faut seulement se demander si les Etats-Unis, si vite prêts à intervenir dans les affaires des autres, n'ont jamais pensé, avant d'agir, aux répercussions que pourraient avoir leurs actions, intérieures ou à l'étranger, sur les autres pays.

Il y a vraiment de quoi se demander si les Américains, tellement admirables sous tant d'autres aspects, ne se sont jamais rendus compte que l'infantilisme dont a toujours souffert leur politique étrangère et, souvent même, leur politique intérieure - où le calvinisme et l'incohérence se donnent la main - n'est pas en train de creuser la tombe de la démocratie mondiale.

Ce n'est peut-être pas un hasard si M. Kissinger, qui a réussi à donner un sens et un minimum de répit, même au prix de quelques erreurs dans lesquelles il est tombé ou a été contraint de tomber, à la politique étrangère des U.S.A., est d'origine allemande et que ses compatriotes actuels l'ont surnommé le «super kraut», ne serait-ce que pour souligner qu'il n'est pas à proprement parler entièrement américain.

Les «enfantillages américains»

Qu'il nous soit permis de passer rapidement en revue les «enfantillages» made in U.S.A..

1919 - Le Président Wilson traverse l'Atlantique en agitant comme un étendard capable d'assurer la paix pour des siècles, le projet de la Société des Nations.

L'organisme est créé au milieu de l'enthousiasme général des Européens, mais les U.S.A., naturellement n'y adhèrent pas.

1940-1944 - Entraîné par le bellicisme de Churchill, le Président Roosevelt transforme le conflit européen en une guerre mondiale, allie la démocratie à la dictature de Staline et crée, dès lors, hors de son pays, une image démocratique du communisme.

Réduit désormais par la poliomyélite à une loque humaine, il signe à Yalta le document préparé par Churchill aux termes duquel un tiers des pays européens était cédé à l'U.R.S.S..

1945 - Le Président Truman pousse l'U.R.S.S. à déclarer la guerre au Japon, alors que la résistance de ce peuple était déjà brisée, et jette ainsi les bases pour une large pénétration soviétique sur les côtes asiatiques du Pacifique, ce qui permet que le germe du communisme fasse monter l'étoile de Mao Tsé-toung, l'antagoniste de ce Chang Kaï-chek, chef de la Chine nationaliste que les U.S.A. reconnaîtront pendant trente ans comme l'unique représentant de cette grande nation.

1946 - La première traite signée par les U.S.A. à Yalta arrive à échéance. Pour le «Couloir de Berlin», la guerre froide éclate.

1950 - La première traite asiatique, imprudemment signée par les U.S.A., arrive, elle aussi, à échéance. Sur le 38e parallèle commence la guerre entre les deux Corées.

1954 - Les U.S.A. condamnent la France qui tente, à Diên Biên Phu, d'endiguer l'invasion rouge en Cochinchine.

1957 - Les U.S.A. arrêtent la France et la Grande-Bretagne qui sont en train d'occuper le canal de Suez pour en empêcher sa fermeture. Mais ils refusent de financer la construction de la digue d'Assouan. L'U.R.S.S. intervient et l'Egypte de Nasser tombe sous l'influence soviétique.

1964 - Le Président Kennedy est appelé à payer la deuxième traite asiatique. Le Diên Biên Phu américain commence par la guerre entre les deux Viêt-nam, qui s'étend, par la suite, au Cambodge et à la Thaïlande.

Bien qu'incomplet, ce tableau suffit pour donner une idée des erreurs de la politique étrangère des U.S.A. qui, après s'être autoproclamés «Armée de la Paix Mondiale», tout équilibre précédent étant rompu, sont contraints d'accourir avec leurs forces partout où il plaît à leurs adversaires d'allumer un incendie.

U.S.A.: pompiers ou incendiaires ?

Bien que les adversaires soient même des pyromanes, ce sont les U.S.A. qui, après avoir perdu la bataille psychologique,

passent partout pour des incendiaires; même au sein de leur propre opinion publique.

Des forces internes, qui ne sont pas tellement obscures, ont commencé, depuis deux ans environ, une véritable lutte déchirante à l'intérieur de l'appareil américain. Sous la bannière d'un puritanisme calviniste camouflé en démocratie, une série de scandales explose, et les ennemis des U.S.A. en profitent largement.

Watergate, C.I.A., multinationales. L'élection des présidents américains semble avoir été déléguée par les électeurs au Kremlin ou à Pékin.

L'opinion publique nationale en est tellement ébranlée que «tirer sur le président» semble avoir été le sport à la mode aux Etats-Unis en 1975.

Les derniers excès de ce nouveau type de maccarthysme (les procès sur les multinationales U.S.A. et des financements de la C.I.A.) provoquent des secousses profondes dans les démocraties européennes et au Japon.

On imaginera facilement les éclats de rire qui retentissent dans les grandes salles du Kremlin; mais, pour cela, les Américains manquent totalement de fantaisie et, comme l'éléphant de l'histoire entrée dans un magasin de porcelaines, ils s'étonnent que chacun de leurs mouvements provoque des dégâts.

Nous aurions personnellement préféré que M. Agnelli ait recommandé à l'éléphant américain, si préoccupé de l'état de santé de la démocratie, de s'arrêter de s'agiter et d'opposer un peu de bon sens au puritanisme calviniste intéressé, tout au moins pour la durée qui nous est nécessaire, à nous les Européens, pour remédier aux dommages subis dans notre magasin de porcelaines.

Que les amis américains nous permettent, enfin, de les inviter à jouer les drames de leurs élections présidentielles sur un ton mineur, et de contenir au sein de leur propre famille les effets de l'arme du scandale, nouvelle invention de leurs partis politiques si puritains quand ils sont à l'opposition, et si désinvoltes quand ils sont au pouvoir.

Si la C.I.A. ou les multinationales U.S.A. corrompent, se mêlent de la politique des autres Etats ou accomplissent d'autres entreprises semblables et peu louables, que le peuple américain - et, pour lui, le gouvernement, les partis, le Parlement et la ma-

gistrature - avant de mettre le feu à la maison du voisin et de dégrader de façon irréparable la démocratie mondiale, se fasse un procès et se condamne lui-même durement ainsi que les responsables qui ont agi en son nom et dans son intérêt, qu'il soit direct ou indirect.

Dans l'Europe unie, le P.C.I. ne fait plus peur ?

Une correspondance de la journaliste Flora Lewis au New York Times, en date du 9 février 1976, reporte des déclarations intéressantes faites par des hommes politiques italiens importants.

M.G. Andreotti, ex-président du Conseil, écrit la journaliste américaine, fonde ses propres espoirs sur une amélioration de la qualité de la politique italienne, sur la sortie du Parlement Européen des limbes politiques et sur le renforcement des liens entre les européens.

Si la réalisation d'une politique étrangère européenne commune sera possible, l'entrée au gouvernement des communistes italiens ne serait pas dangereuse et déstabilisante, conclut le reportage sur les déclarations de M. Andreotti.

Par contre, toujours à la même journaliste, M. Ugo La Malfa, leader du parti républicain et ex-vice-président du Conseil, a déclaré à son tour: «Je ne risquerais jamais le destin de mon pays en disant aux communistes: nous vous croyons, venez au gouvernement. Mais si j'étais les Etats-Unis, je ne dirais pas simplement aux communistes italiens: nous sommes contre vous. Je leur dirait, plutôt: prouvez votre autonomie».

Pour M. Andreotti, donc, la participation du parti communiste au gouvernement ne ferait plus peur si le Parlement européen était une réalité politique concrète.

M. La Malfa n'exclut pas, somme toute, lui aussi, bien que ce soit sous une forme plus contournée, la possibilité d'une participation du P.C.I. au gouvernement. Il pose, cependant, à ce parti une seule condition: démontrer sa propre autonomie vis-à-vis de Moscou.

L'Europe et les U.S.A. jugent l'Italie

La crise économique et monétaire de l'I-

talie, sa situation politique et l'éventualité d'une entrée du parti communiste dans le gouvernement, facilitée par l'ingénuité maldroite du parti socialiste, sont les thèmes qui, ces jours-ci, passionnent les plus importants journaux européens et américains.

Il ne s'agit pas d'une curiosité purement platonique, mais hautement intéressée.

L'Italie fait partie de la Communauté Européenne qui prendra, en 1978, et donc à brève échéance, une forme politique communautaire avec l'élection du premier Parlement européen.

En outre, l'Italie est associée au Pacte Atlantique et sa position dans la Méditerranée, après la défection de la Turquie, en fait un élément de premier plan pour la stratégie défensive du Pacte, d'autant plus que la crise de «l'après-Tito» ne peut plus désormais être bien loin.

Il est donc logique que l'Europe communautaire et occidentale et son partenaire d'outre-Atlantique observent avec attention, et peut-être même avec crainte, l'ascension possible au pouvoir en Italie d'un parti qui jusqu'à présent a démontré partout sa dépendance absolue aux ordres de Moscou.

«The Times»

Pour le quotidien britannique, une véritable épidémie de modération semble avoir frappé les partis communistes de l'Europe de l'Ouest.

«The Times» se demande s'il s'agit d'une réalité ou d'un retour à une tactique qui a déjà fait ses preuves dans l'immédiat après-guerre.

En ce qui concerne l'Italie, le journal conclut que «si les communistes peuvent persuader le monde - comme ils l'ont déjà presque fait - que leur acceptation des règles du jeu démocratique est sincère, il serait préférable de leur permettre de démontrer ce qu'ils peuvent faire en entrant au gouvernement au sein d'une coalition de gauche, afin de fournir à la Démocratie Chrétienne, une période de séjour à l'opposition, dont elle a nettement besoin.

«The New York Times»

La solution de la crise politique avec le

gouvernement de minorité dirigé par un seul parti étant prévue, il note que ce gouvernement sera fragile et n'aura pas suffisamment de muscles pour lancer les mesures économiques sérieuses que de nombreux experts jugent nécessaires.

Entre-temps - relève ce quotidien - malgré les termes pessimistes avec lesquels tout le monde parle de l'état de l'économie italienne, son correspondant Alvin Shuster, dans un article écrit de Rome, souligne que l'aspect dans cette ville est bien différent: les magasins sont bondés et il règne une atmosphère de fête, comme dans «les derniers jours de Pompéi»

«The Economist»

D'après ce journal, les signes de panique observés chez les Italiens et les autres possesseurs de lires ne dépendent pas des nombreux problèmes économiques de l'Italie, qui peuvent être tous résolus, mais de la crise politique. Il est donc urgent que le gouvernement soit en mesure de proposer des solutions appropriées et de convaincre les gens à les accepter.

La fuite des lires de dessous le matelas vers les banques suisses, relève «The Economist», provient de la peur des épargnants italiens de trouver, tôt ou tard, «les rouges dans leur lit»; car même si la crise devait être résolue, les électeurs italiens seront appelés, en mai 1977, aux urnes pour ce qui seront peut-être, les élections les plus dramatiques de leur histoire.

Le journal relève, enfin, que Giovanni Agnelli, Président de Fiat à Turin (où règne, actuellement, un maire communiste), accueille favorablement la façon dont les communistes disent des choses désagréables sur l'économie et déclare voir des avantages à une collaboration avec des gens méthodiques et disciplinés, même s'il se méfie des hommes taciturnes qui entourent l'affable Enrico Berlinguer, le chef du parti communiste italien.

«Neue Zürcher Zeitung»

La crise italienne place en termes d'actualité absolue la question de savoir s'il est possible, pour les partis sociaux-démocrates et chrétiens-sociaux, de nouer sans

dommages des alliances pour constituer des gouvernements de coalition avec les communistes.

Selon le journal suisse, deux thèses s'affrontent sur ce problème. L'une est illustrée par l'écrivain Jean-François Revel qui est partisan d'un socialisme libéralisant. Il soutient que tout communisme, bien que tentant de se présenter sous un jour différent, est toujours, en fin de compte, un stalinisme (donc une dictature absolutiste) et toute alliance avec lui serait donc mortelle pour ses éventuels partenaires ingé- nus.

La thèse opposée affirme, par contre, qu'il existe aujourd'hui, particulièrement en Italie, en Espagne et en France, des partis communistes qui sont sur le point de modifier effectivement leur propre nature et de respecter, non seulement provisoirement, les règles d'un jeu pluraliste-libéral.

Les partisans de cette thèse en déduisent donc que l'Union soviétique est venue se trouver dans un grand embarras, car un national-communisme libéralisant de marque occidentale pourrait avoir un effet explosif dans l'Europe Orientale occupée.

L'expérience nous enseigne, poursuit l'auteur de l'article, que l'histoire contemporaine nous fait voir un cimetière de tous ceux qui ont noué des alliances avec les communistes.

Si aujourd'hui, en France, Marchais fait appel à une union populaire, ceci n'est exclusivement basé que sur un plan égoïste du P.C.F.

En Italie, la ligne adoptée par Berlinguer est en train de désagréger les socialistes et les sociaux-démocrates. En Espagne, également, ce ne sont que des motivations égoïstes et d'intérêt de parti qui semblent être à la base du comportement démocratique de Santiago Carillo.

Il est hors de doute qu'il y a, en Italie, de nombreux communistes qui préféreraient collaborer avec le gouvernement dans un pays libre, plutôt que d'être des marionnettes gouvernant dans un Etat satellite du type de l'Europe orientale.

On peut toutefois discuter sur le fait de savoir si une fois arrivé au pouvoir à Rome, le parti communiste italien agira dans ce sens ou d'une façon qui sera de très loin plus dangereuse.

Pour chaque volte-face de Marchais et de Berlinguer, il est possible de localiser

des contreparties jusqu'à présent.

Le «Neue Zürcher Zeitung» conclut en affirmant que si les P.C.I. et P.C.F. condamnent une action de Moscou, ils n'en poursuivent pas moins la glorification de l'Union soviétique. Ils brûlent de l'encens à la société libérale et pourtant les structures hermétiques et hiérarchiques dressées pour la conquête révolutionnaire du pouvoir sont toujours existantes.

Les origines de la crise et les répercussions européennes

La solution à la crise politique italienne qu'a trouvée la Démocratie Chrétienne - qui a pris en charge la lourde tâche de guider le pays avec un gouvernement à un seul parti, soutenu plus par les abstentions que par les votes favorables - ne peut être considérée qu'une solution-tampon du parti à la majorité relative, qui est conscient de ses responsabilités en une période aussi grave pour l'économie italienne.

Le problème italien, tant politique qu'économique, reste donc vivant et brûlant et continuera à intéresser tous les pays de l'Europe de l'Ouest, communautaires ou non, et l'allié d'outre-Atlantique. Nous ne serions pas étonnés, en effet, si l'on apprenait que le Kremlin, lui aussi, s'en occupe et s'en préoccupe.

Il y a quelque chose d'étrange dans l'ouverture de la crise politique italienne.

Ouverte par le parti socialiste, au cri de «un gouvernement à gauche !», c'est-à-dire avec les communistes, elle a vu ces derniers désavouer les socialistes et refuser les élections anticipées qui, selon toute probabilité, auraient enregistré leur ultérieure avance qui, facilement, aurait imposé le fameux «compromis historique» qu'ils ont tant de fois réclamé.

Nous estimons donc nécessaire de revenir sur cette importante question, avec de prochains articles, pour analyser les origines de la crise économique et politique italienne, ses solutions définitives possibles et les répercussions qu'elles pourraient avoir en Europe occidentale et en Europe orientale et sur l'avenir du «Pacte Atlantique» et, par retombée, sur les Etats-Unis d'Amérique.

R.C. Hood

La Grèce, dixième membre de la Communauté Européenne

9 février 1976, une date historique pour la Grèce et en même temps l'ouverture d'une perspective lumineuse sur l'horizon de l'intégration européenne: à Bruxelles, les neuf gouvernements de la Communauté ont approuvé la demande d'adhésion de la Grèce. Des pourparlers concrets entre Bruxelles et Athènes commenceront d'ici peu; ils seront longs et délicats, vu l'importance des obstacles politiques et économiques qu'il faudra franchir ou écarter. On estime qu'il faudra attendre 1980 pour que l'élargissement de la Communauté devienne une réalité. Cela peut sembler beaucoup, mais l'expérience des élargissements précédents, qui ont porté de six à neuf le nombre des pays membres de la CEE, nous a enseigné la patience.

Le «oui» des Neuf à l'admission de la Grèce signifie avant tout la conclusion logique du changement politique qui a vu, il y a déjà 20 mois, l'écroulement du régime des colonels et le rétablissement de la démocratie, dans le pays où la démocratie est née. Il signifie encore un geste de confiance et de solidarité envers le gouvernement Caramanlis, une main amicale tendue à ce régime encore fragile, aux prises avec des difficultés tout autre que négligeables. Il signifie enfin, du point de vue européen, l'expression du désir courageux de trouver un nouvel équilibre communautaire, en affrontant le risque d'une diversification interne encore plus nette que celle produite par l'adhésion de la Grande-Bretagne, du Danemark et de l'Irlande, et en préparant la voie pour des élargissements successifs et presque imminents: en effet, la porte étant ouverte à la Grèce, la Communauté ne pourra la tenir fermée quand la Turquie, le Portugal et l'Espagne (une fois le régime démocratisé) y frapperont à leur tour.

Si l'Europe des Neuf est encore chancelante et si ses organismes politiques et économiques s'avèrent faibles et parfois impuissants, l'Europe des Douze ou des Treize sera-t-elle un édifice plus solide ? Voilà une

question fondamentale qui, si elle refuse toute implication sceptique ou défaitiste, reste quand même inquiétante et réclame de la part des gouvernements intéressés des réflexions et des décisions visant l'affermissement et la restructuration des assises de la Communauté.

La commission exécutive: «Oui, mais...»

Mais revenons à la Grèce. Associé à la CEE depuis 1962, ce pays avait posé l'an dernier sa candidature comme membre à part entière. Les raisons en étaient multiples, économiques tout d'abord, mais aussi politiques, puisque l'admission une fois approuvée la Grèce espérait voir se fortifier sa position vis-à-vis de la Turquie.

Une première réponse est venue de la part de la Commission exécutive de Bruxelles: «non» à une adhésion rapide, «oui» à une sorte de période de pré-adhésion, dont la durée restait imprécisée. Ce n'était pas une décision, mais seulement un avis. Et ce n'était pas un refus, mais un «oui» douteux et affaibli par toute une série de justifications. La Commission invoquait le retard économique de la Grèce (mais l'Irlande n'a certainement pas un niveau de vie supérieur !), la persistance du conflit avec la Turquie et le danger d'élargissements successifs trop rapides pour la Communauté.

À Athènes, la réaction a été fortement négative; les promesses faites à M. Caramanlis lors de la chute des colonels avaient été oubliées et l'opinion publique se voyait déçue. Comment interpréter ce manque de confiance envers une nouvelle démocratie qui, pour se consolider, demandait l'aide des pays libres et plus avancés ? On formulait à Athènes l'hypothèse que derrière l'avis ambigu de la Commission exécutive se cachait une forte pression des Etats-Unis, qui auraient voulu utiliser la demande d'adhésion comme instrument pour déterminer la Grèce à revenir dans l'organi-

sation militaire de l'O.T.A.N. Quoi qu'il en soit, l'avis exprimait la position de la *majorité* des membres de la Commission, puisque certains représentants voulaient un «oui» catégorique. C'était le cas des Italiens, très significatif et exemplaire, vu que les produits agricoles de la Grèce constituent des concurrents dangereux pour l'économie italienne, qui pourraient nuire surtout au développement du «Mezzogiorno».

Le Conseil des ministres: «Oui, sans conditions»

Mais la réponse formulée par la Commission exécutive n'était qu'un avis, et la décision définitive incombait au Conseil des ministres de la CEE. Le 9 février 1976, ce Conseil faisant preuve d'une volonté politique ferme, inspirée aux plus nobles idéaux de l'europhisme, a passé outre aux réserves de la Commission: la candidature de la Grèce est déclarée recevable sans condi-

tions.

Il faut ajouter cependant que cette décision historique a été le résultat d'un vif débat, qui a opposé les partisans d'une ouverture immédiate des négociations pour l'adhésion (France, Italie, Pays-Bas, Allemagne) à ceux qui soutenaient l'opportunité d'une période de transition et par conséquent un renvoi (Grande-Bretagne, Irlande, Belgique, Luxembourg et Danemark).

En ce moment de vive émotion pour la Grèce, qui se prépare à prendre la place qui lui était due dans la famille des Etats européens libres et démocratiques, nous lui faisons les vœux les plus chaleureux et sincères de progrès et nous tenons à exprimer en même temps notre conviction que la présence du dixième membre de la Communauté sera riche de conséquences positives aussi bien pour la Grèce elle-même que pour la cause de l'europhisme.

Europaëus

Dernier hommage à René Maheu

René Maheu commence son activité à l'UNESCO en 1946 comme chef de la division de la libre circulation de l'information; il est élu en 1962 directeur général, fonction qu'il assume jusqu'en 1974.

Resteront attachés à son passage à la tête de l'UNESCO, la promotion des programmes de coopération scientifique mondiale, l'accent mis sur la culture, la naissance du concept d'éducation permanente. Il a mis au service de ce grand organisme international son humanitarisme profond,

Quelques jours avant la fin de son mandat de directeur général de l'UNESCO, René Maheu - malgré son âge et sa santé précaire - se déclarait prêt à reprendre son activité de recherches personnelles, que les 30 ans consacrés à l'UNESCO avaient interrompues: «Je vais enfin parler en mon nom. C'est peut-être un peu tard, mais je suis encore plein d'appétence». Malheureusement, un peu plus d'un an s'était écoulé depuis la formulation de ce vœu, et la mort l'arrachait déjà à son programme à peine mis en oeuvre.

sa capacité de synthèse, son jugement sûr et rapide, son inlassable résistance au travail et son exceptionnel talent d'organisateur. Parmi ses idées-maîtresses - illustrées aussi dans le seul livre qu'il a pu publier, *La civilisation de l'universel* (1966) - nous mentionnons: la cité serait mieux gouvernée par des intellectuels et par des savants; l'établissement d'un ordre mondial peut seul parvenir à sauver notre planète des ravages causés par l'égoïsme des Etats; les événements historiques ne constituent pas une fatalité, mais ce que veulent les hommes de bonne volonté; le devoir primordial d'un Etat digne de ce nom est de maintenir l'ordre public, garantie de la sécurité des personnes et de la préservation des biens.

Il est certain que l'activité future de l'UNESCO restera profondément marquée par la conception et l'orientation que lui avait imprimées René Maheu, et nous sommes persuadés que cette continuité s'avèrera une base sûre pour le progrès de la coopération spirituelle à l'échelle mondiale dans les années à venir.

Role and management of telecommunications in a democratic society

From doc. 3520 (12/12/1974)

33. The spoken word is no less a means of expression than the written. The battle fought in the nineteenth century for the freedom of the press is now being waged for the freedom of radio and television. That the battle is now one and the same should be recognised. The same rights for free expression should be accorded to all media.

46. Five main elements can be detected in the function of radio and television. These are, briefly: to provide information; to encourage cultural and educational development; to provide a setting for political and other debate; to serve as a medium for artistic expression; to entertain.

45. There is much in present radio and television that displeases. The enslavement of a great part of society to the passive ingestion of television images, of doubtful value on any count, is a situation that can commend little enthusiasm. On the other hand no other means of mass communication is as vivid or as versatile; and so the potential of television for positive inspiration is also immense.

95. There is good reason for a European initiative in the field of telecommunications at the present moment. Various countries are in the process of reviewing and revising their approach to broadcasting, and in particular its management. Such revision entails in each case decisions on broadcasting policy. At the same time technology is enabling broadcasting to cross, intentionally and unintentionally, such national boundaries. The sense in an independent national communications policy is therefore fast evaporating. At the same time the need for concerted action towards a common communications policy becomes urgent.

96. I therefore make the proposal that an ad hoc conference of Ministers concerned with education and culture and also with telecommunications be held to consider means of concerting a common European policy as regards the educational and cultural potential of broadcasting.

97. It is to be hoped that the Council of Europe, via the Committee of Ministers, will be able to take this movement to its proper conclusion and establish a fully comprehensive communications policy. For this reason I am asking the Assembly to widen the mandates for this committee to embrace all aspects of communications in its future work. The distinction between the written word and that broadcast by radio or television is not always significant.

100. The need for better publicity and fuller or more direct information about current European activities has been frequently expressed and I do not need to reiterate it here. In the Parliamentary Assembly of the Council of Europe our main role is to debate, in a positive and co-operative fashion, problems that are of mutual or general concern. It is also to inform each other. Surely our duty is also to inform our own parliaments and our own constituents.

101. An economical and feasible way of providing coverage of current European activities would be by short bulletins inserted into existing national networks. Even ten minutes per week as a regular feature would lead to a marked improvement of the present image of the Council of Europe, and it would also greatly help our general objectives.

Rapporteur: O. Schwencke

Rôle et gestion des télécommunications dans une société démocratique

Du doc. 3520 (12/12/1974)

33. Le mot parlé est un moyen d'expression tout autant que le mot écrit. Le combat livré au dix-neuvième siècle pour la liberté de la presse reprend aujourd'hui pour la liberté de la radio et de la télévision. Reconnaissons-le, il s'agit bien toujours du même combat. Tous les *media* doivent avoir les mêmes droits à la liberté d'expression.

45. La radio et la télévision actuelles présentent de nombreux aspects déplaisants. Le fait de constater l'asservissement d'une grande partie de la société à l'ingestion passive d'images télévisées dont nul ne peut nier la valeur douteuse n'est pas de nature à soulever l'enthousiasme. Par ailleurs, aucun autre moyen de communication de masse n'est aussi vivant ni aussi divers, de sorte que les possibilités d'inspiration créatrice offertes par la télévision sont, elles aussi, immenses.

46. On peut distinguer cinq grands éléments dans la mission que devraient remplir la radio et la télévision: informer; encourager le développement culturel et éducatif; offrir un cadre aux débats politiques ou autres; servir de moyen d'expression artistique; divertir.

95. Tout porte à croire que le moment est venu de prendre une initiative européenne dans le domaine des télécommunications. Divers pays sont en train de revoir leur attitude à l'égard de la radio-télévision, notamment en ce qui concerne la gestion. Cette révision implique, dans chaque cas, des décisions de politique. En même temps, les progrès réalisés permettent à la radio-télévision de franchir, intentionnellement ou non, les frontières nationales. Une politique nationale indépendante en matière de communication devient donc rapidement inutile tandis que la nécessité d'une action concertée en vue d'établir une politique commune dans ce domaine se fait de plus en plus sentir.

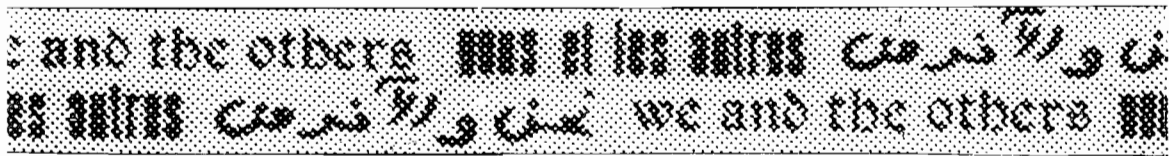
96. Je propose donc l'on tienne une Conférence *ad hoc* des ministres de l'Éducation, de la Culture et des Télécommunications afin d'envisager les moyens d'élaborer de concert une politique européenne commune concernant le potentiel éducatif et culturel de la radio-télévision.

97. Il faut espérer que le Conseil de l'Europe, par l'intermédiaire du Comité des Ministres, donnera à cette évolution sa conclusion appropriée en élaborant une politique globale des communications. C'est pourquoi, je demande à l'Assemblée d'élargir le mandat de notre commission, afin qu'elle puisse traiter, dans ses travaux futurs, de tous les aspects des communications. La distinction entre la presse écrite et les émissions radio-télévisées n'est pas toujours pertinente.

100. La nécessité de donner aux activités européennes en cours une meilleure publicité et de les faire connaître plus complètement et plus directement a souvent été exprimée et je n'ai pas besoin de la souligner à nouveau. L'une des principales raisons d'être de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe est de débattre, de manière constructive et dans un esprit de coopération, de problèmes d'intérêt commun ou général. C'est également de nous informer les uns les autres et, assurément, d'informer aussi nos parlements et nos électeurs.

101. Une manière pratique et peu coûteuse de rendre compte des activités en cours dans les organisations européennes serait de faire passer de breufs bulletins d'information à ce sujet sur les chaînes nationales de télévision. Une émission régulière sur le Conseil de l'Europe, fût-elle de dix minutes seulement par semaine, améliorerait considérablement l'image de marque de notre Organisation, tout en facilitant beaucoup la poursuite de nos objectifs généraux.

Rapporteur: O. Schwencke



Europe, the Third World and the Arab World

The Abu Dhabi Conference

The Union of European States will never have any aggressiveness towards any other state, rather it will represent a formidable balance of power aiming at maintaining world peace by avoiding a confrontation between the blocks of the current superpowers by developing the Arab World and the Third World and by opening up at the same time a lasting straight along the road towards civil progress for all the peoples in the world.

The Euro-Arab dialogue was indeed started at Abu Dhabi. This was the general opinion of the participants in the third meeting of experts held from November 22 to 27 last in the capital of the federation of sheikdoms.

Right from the first meeting the Europeans laid down a line of conduct which, in spite of certain divergences between two parties, has been followed with a perseverance that can only be admired.

The fundamental principle of the introduction by the Europeans of the problem of international co-operation lies in the deep conviction that the Arab world (just like the Third World) is now, as it will be in the future, Europe's number-one partner.

From spring 1974 onwards, representatives of the Nine were present at every meeting with a programme of offers and requests which clearly reflected the requirements of Europe in relation to what the Arabs could actually offer on the one hand, and its possibilities of satisfying the Arabs' demands in terms of their vital necessities on the other. In fact, the latest round of the Euro-Arab dialogue at Abu Dhabi gives full confirmation of the fact that the institutional theme of the line taken by the Europeans mainly concerns economic co-operation in various sectors.

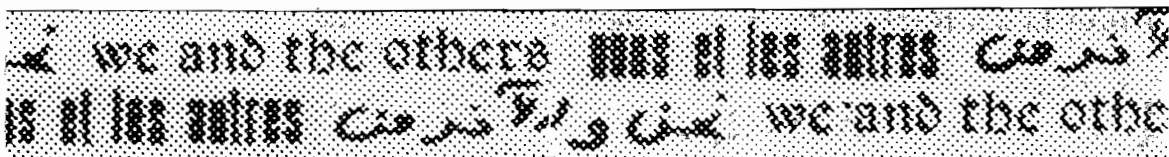
The work was carried on by the seven commissions of experts dealing with infrastructures and communications, agriculture,

trade, finance, culture and social affairs.

Progress made in this work has led to results that various observers consider to be positive even though questions of mutual interest were not raised in all the sectors. The Arab representatives showed a lively interest in many of the projects submitted by the Europeans: to quote some examples, the plan for the construction of large international port in Syria; a road-building project for Sudan, and plans for hotels, grain storage units and television networks. In agriculture, keen interest was shown, for example, in the sweeping projects for integrated land reclamation and development in Somalia and, above all, in Sudan, a country with all the geo-climatic possibilities of becoming the «granary of the Arab world» in the not too distant future - if the resources of the Nile are put to good use.

In the field of infrastructures and industrial co-operation, the experts decided to call in the investigation sub-commissions whose task it is to study the resources, the potential and the requirements of the Euro-Arab market. Then it was commonly agreed to give absolute priority to transport, telecommunications, the fertilizer industry and oil by-products.

The topic of oil was not put on the agenda for Abu Dhabi since a summit meeting to discuss the problem had already been arranged for Paris in December (1).



The Abu Dhabi meeting turned out to be especially significant in a number of ways. Many observers judged it to be the real starting point of the Euro-Arab dialogue. Indeed, the conference reinforced and gave a definite shape to certain ideas that had been sketched out in the course of previous meetings. Above all, it enabled a common accord to be reached concerning the desirability of convening a top-level meeting - therefore the European Parliament or a General Commission will be the seat where, in Luxembourg next spring, attention will be given to the political aspects of the Euro-Arab dialogue, which have always been the foundations of most of the divergences between the two parties.

In spite of the effective existence of these differences of opinion which have influenced the progress of the Euro-Arab talks and have prevented projects from becoming realities, everything that has been accomplished in the past two years, from the Copenhagen meeting to the Abu Dhabi conference, has its positive side. There is dialogue and it is going on, but it is rather sad to notice that as much as the Euro-

peans try to get a realistic programme for future co-operation off the ground, their Arab partners still maintain positions on certain points which are difficult to accept when it is a question of mutual advantages. The same applies to certain requests the Arabs have made in the economic sector, for they seem to be based on unwillingness to consider Europe's economic situation as it really is. Without needing to record a complete list of such requests here, it is sufficient to quote just one: the Arabs want their workers to be given the «green light» on the European labour markets. And this request has been made right at the moment when the Nine are noticing a rise in unemployment that is now reaching disaster point in every member-country of the EEC.

During the two years of talks Europe has shown that it is ready and willing to initiate co-operation with the Arab countries and to help them solve problems of vital importance for their daily lives, but it cannot be expected that Europe should do so at the risk of harming its own people and interests.

XXV African Economic Congress

A congress on «Euro-Africa: a social alternative to economic and power dualism in the world» will be held in the African Pavillion in the grounds of Milan's Trade Fair on April 22 and 23, 1976.

The congress has been organised by the «Vittorio Bottega» Group which takes its name from a great 19th-century Italian explorer and which will celebrate the thirtieth anniversary of its foundation with this event.

The honorary chairmanship of the congress has been bestowed upon Leopold Sedár Segnor.

The proceedings will be chaired by Mr. Mario Pedini, a member of the Italian government.

This year as always, B.E. assures that it will, in due time, publish information on the conclusions reached by the congress and on the main contributions.

L'initiative Caramanlis: un succès diplomatique

Entre le 26 janvier et le 5 février s'est déroulée à Athènes une conférence de coopération convoquée par le Premier ministre grec. Pour juger de l'importance de cette réunion il suffit de rappeler la diversité idéologique et politique des Etats qui y étaient représentés: la Roumanie et la Bulgarie, pays membres du Pacte de Varsovie, la Turquie membre du pacte Atlantique du Nord, la Grèce qui - quoiqu'elle ait quitté l'O.T.A.N. - est restée dans la même maison européenne de la famille Atlantique et a vu récemment approuvée par le Conseil des ministres de la CEE sa demande d'admission au sein du Marché Commun enfin la Yougoslavie, membre du bloc des pays non alignés. Rappelons encore que le problème cyprite oppose toujours la Grèce et la Turquie - d'ailleurs le gouvernement d'Ankara a quelque peu tardé à répondre à l'invitation grecque - que la Yougoslavie et la Bulgarie sont en litige à cause de l'éternelle «question macédonienne» et que les dirigeants de Sofia tiennent à ce que la coopération se limite à l'accroissement des échanges bilatéraux et n'envisagent pas la possibilité d'une organisation régionale pouvant déboucher sur un nouveau bloc.

Malgré tant de diversité, voir d'antagonismes (déclarés ou latents, mais prêts à éclater au moindre prétexte), malgré le refus net de l'Albanie, dont l'absence jette une ombre de plus sur le sort futur de la coopération, malgré enfin le caractère préparatoire de la rencontre d'Athènes où les Etats n'étaient représentés qu'au niveau des sous-secrétaires d'Etat et d'experts, il faut constater quand même que la conférence a eu lieu et qu'elle n'a pas échoué. C'est beaucoup et c'est sans doute un gros succès personnel pour M. Caramanlis, qui a imprimé un nouveau tournant à la politique extérieure de son pays, en s'efforçant de concilier deux lignes apparemment contradictoires, le rapprochement de l'Europe occidentale en vue de l'accès au

Marché Commun, d'une part, et l'ouverture vers les pays de l'Est et notamment la Bulgarie, la Yougoslavie et la Roumanie, d'autre part.

La Roumanie: adhésion totale

La réponse roumaine à l'invitation adressée par M. Caramanlis a été immédiate et enthousiaste, et pendant toute la durée de la conférence le représentant du gouvernement de Bucarest a fait preuve de bonne volonté et du plus vif désir d'aboutir à des résultats concrets, aussi modestes qu'ils fussent. Après la clôture de la conférence, la presse roumaine a exalté sa réussite - ses commentateurs montrent un optimisme exubérant, qui ne semble pas être partagé par les autres participants, à l'exception, bien naturelle, de la Grèce - et garde le silence le plus complet sur les questions litigieuses.

La position des Roumains était d'ailleurs prévisible. Avant M. Caramanlis, le gouvernement roumain avait déjà lancé en 1957, et puis en 1959, l'idée de l'opportunité d'une entente entre les Etats balkaniques, basée sur une collaboration multilatérale. L'initiative est restée sans résultats, pour des raisons bien compréhensibles si nous pensons au climat européen d'il y a vingt ans et au fait qu'alors la Roumanie n'avait pas encore abandonné sa condition d'Etat satellite de stricte observance envers Moscou.

M. Ceausescu, en donnant son plein appui à l'initiative Caramanlis, y voit une concrétisation de sa propre politique extérieure et veut en profiter pour affermir les attaches de la Roumanie en dehors du Pacte de Varsovie. A vrai dire, l'entente balkanique est devenue une constante de la politique roumaine avant la Deuxième Guerre mondiale. «Nous avons suffisamment souffert. Les Balkans ont trop longtemps servi

de champ de bataille à une folle humanité pour que les dirigeants responsables ne se soient posé cette question: que faire pour que l'histoire ne soit plus jamais la répétition d'un passé odieux ?» - proclamait dans les années 30 le plus grand diplomate roumain Nicolae Titulesco, celui-là même qui a formulé, il y a environ quatre décennies, la ligne politique que M. Ceausescu a fait sienne:

«Nous voulons être amis avec toutes les nations sans exception, mais nous ne pouvons accepter que quiconque nous dicte ce que nous devons faire».

Le communiqué final ...

...n'apporte rien de spectaculaire et il fallait s'y attendre. On y souligne que la réunion d'Athènes s'inspire des principes énoncés dans l'acte final de la Conférence d'Helsinki (l'initiative Caramanlis se présente donc comme une application concrète, à l'échelle régionale, des résolutions d'Helsinki). Les délégués, ayant constaté l'intérêt commun pour le développement de la coopération économique et technique entre leurs pays, considèrent que la coopération multilatérale ne doit pas porter la moindre atteinte aux possibilités de coopération bilatérale. (On peut déceler dans la deuxième partie de la phrase le souci de ménager la susceptibilité des Bulgares qui tiennent à cette formule pour ne pas irriter Moscou.)

Vers la fin, le communiqué fait mention de l'esprit de collaboration et de compréhension réciproques qui a caractérisé les travaux de la réunion des cinq «bons voisins» - ce qui, dans le beau langage diplomatique, signifie quelque chose comme «la conférence n'a pas échoué et le dialogue reste ouvert».

Rien de concret ?

On ne s'attendait pas - nous l'avons déjà dit - à des résultats spectaculaires. D'ailleurs les buts de la Conférence d'Athènes étaient, premièrement, de réunir autour de la même table des pays dotés de régimes politiques différents, ensuite d'établir le bilan de ce qui a été déjà réalisé, et enfin de dégager - par le travail de multiples commissions - le cadre susceptible d'activer le

processus de coopération en cours.

En ce qui concerne le dernier objectif, auquel on a attaché le plus d'espérances, on a discuté des problèmes des transports routiers et fluviaux, de la création d'un *port franc* en Grèce, de la facilitation du tourisme, de la répartition des charges en vue de la production en commun de l'énergie électrique, ainsi que de diverses questions ayant trait à l'accroissement des échanges commerciaux.

A ce propos le communiqué final, très sobre, se contente de parler d'un «échange de vues» et d'un «inventaire d'idées, de suggestions et de propositions» présentées par les délégués sur les domaines suivants: agriculture, commerce, énergie, transports et télécommunications, environnement.

Le dossier de ces propositions sera porté par chaque délégation à la connaissance de son gouvernement, qui devra l'étudier et se prononcer sur son opportunité.

Le communiqué ne le dit pas, mais on croit savoir qu'une seconde conférence sera convoquée cette année même et qu'elle sera précédée de pourparlers bilatéraux au sommet. (Les présidents Ceausescu et Jivkov ont déjà annoncé pour les mois prochains leur visite à Athènes.) De nouveaux efforts diplomatiques seront faits pour vaincre la résistance de l'Albanie.

Les perspectives

L'Europe est habituée à considérer les Balkans comme une zone de contradictions nationales, et l'expression «baril de poudre», à la mode pendant la première moitié de notre siècle, hante toujours l'esprit des sceptiques, européistes ou non.

Mais les conditions existant aujourd'hui diffèrent sensiblement de ce qu'elles étaient au début du siècle. Le chemin parcouru par les peuples - de l'atmosphère d'insécurité permanente, entretenue par des intérêts sans aucune contingence avec ceux des peuples respectifs, à l'apparition d'un climat plus propice à l'établissement de rapports normaux, de collaboration entre les Etats - a été long et parsemé de nombreux et sérieux obstacles. Néanmoins, les peuples de cette zone et leurs dirigeants semblent avoir enfin compris que, pour défendre leurs droits à l'indépendance et à la souveraineté nationales, la seule voie à sui-

vre est celle de la collaboration et de la solidarité. Il s'agit d'une nécessité objective qui découle non seulement du fait de leur contiguïté géographique et de leurs liens traditionnels, mais aussi et surtout en tant qu'expression de leurs intérêts vitaux et de leurs aspirations légitimes.

Nous voulons souligner en conclusion que la réunion d'Athènes n'intéresse pas uniquement quelques pays et que cette importante initiative n'a pas été dictée par des nécessités purement locales. Nous y avons vu une manifestation de l'esprit d'unité européenne. N'oublions pas que l'organisateur a été un pays récemment de-

venu membre de la Communauté Européenne; c'est justement la Grèce qui a pris la charge de piloter les autres Etats voisins vers la constitution d'une entité qui est destinée à élargir les structures de l'unité européenne.

Certainement la volonté politique exprimée à Athènes ne suffit pas pour résoudre la complexité des questions litigieuses. Ce qui importe c'est que l'idée de la coopération s'impose comme un impératif majeur et que, pour éliminer les conflits latents ou empêcher qu'ils éclatent, la voix de la raison triomphe.

R. Pellegrini

«Concorde» vole

Journée mémorable pour l'histoire de l'aviation, le 21 janvier 1976 signifie la date du premier vol commercial du supersonique anglo-français (100 passagers à 2200kmh).

L'accord des gouvernements français et britannique est du 29 novembre 1962: chacun des deux pays partenaires aura dépensé en quatorze ans l'équivalent de huit milliards de francs pour mettre au point le Concorde. Il y eut tant d'hésitations, de résistances et de polémiques, que l'opinion publique perdit confiance et enthousiasme, l'entreprise semblait vouée à l'échec. Le président Kennedy avait soutenu, en 1963, le projet d'un avion encore plus avancé et plus rapide, qui représentait un défi lancé à l'ambitieuse initiative européenne. Les Américains, après huit ans de discussions sur les difficultés techniques et les dangers écologiques, durent abandonner le projet; et alors pourquoi s'obstiner à croire que les industries de la France et de la Grande-Bretagne puissent réussir là où, de l'autre côté de l'Atlantique, on se retirait avec prudence et sagesse ?

Aujourd'hui Concorde vole, c'est le commencement d'une nouvelle ère, une réussite technique qui a l'avenir devant elle. Le prestige européen est sauvé, bien que les perspectives, surtout économiques, soient

encore parsemées d'ombres et de grands risques.

Si en 1973 quatorze compagnies aériennes avaient commandé un total de 74 supersoniques Concorde, à l'heure actuelle, hormis les deux pays constructeurs, seuls semblent continuer à s'intéresser à l'achat de l'appareil le Japon (deux options), la Chine (trois options) et l'Iran (trois options). Devant cette difficulté commerciale considérable, M.Giscard d'Estaing et le Premier ministre britannique Harold Wilson ont décidé, dès 1974, d'arrêter momentanément la série à seize exemplaires, qui coûteront 34 milliards de francs.

Parmi les autres sujets d'inquiétude, il faut citer les réserves américaines en ce qui concerne l'utilisation de Concorde pour les vols réguliers Europe-Etats-Unis et les préoccupations écologiques que suscite le plus bruyant de tous les avions en service commercial.

Il y a enfin la concurrence de «Concordovski», le Tupolev 144 - qui transporte du fret et du courrier entre Moscou et Alma-Ata et qui bientôt commencera à transporter des passagers aussi, et non seulement sur le territoire soviétique (on parle déjà d'une ligne Aeroflot reliant Moscou à New York).

La rencontre franco-allemande de Nice

Dans le cadre de leurs rencontres semestrielles traditionnelles, MM. Giscard d'Estaing et Schmidt ont discuté, les 12 et 13 février au mas d'Artigny, près de Nice, des principaux problèmes de la Communauté européenne et de ses institutions, ainsi que de la crise monétaire. En même temps se réunissaient les ministres des Affaires étrangères, de l'Economie et des Finances, de l'Intérieur, de l'Agriculture, de l'Industrie et de la Recherche des deux parties.

En ce qui concerne les problèmes monétaires, les deux chefs d'Etat semblent être arrivés à une entente parfaite: on ne procédera ni à une réévaluation du mark, ni à une dévaluation du franc. Les banques centrales des deux pays doivent «concerter étroitement leur politique monétaire» et «intensifier leurs interventions dans toute la mesure nécessaire pour calmer le marché des changes».

Beaucoup plus délicats sont apparus les problèmes de l'avenir de la Communauté.

M. Giscard d'Estaing a réaffirmé la nécessité pour l'Europe «de se doter d'une capacité politique...au stade de la décision», en soulignant le grand danger de ce qu'il a appelé - avec une formule qui s'est tout de suite imposée - la «vacance de l'Europe».

«L'Europe est vacante - a-t-il dit. Elle ne prend pas part au déroulement des événements. Le plus frappant, c'est que personne n'a l'air de croire qu'elle puisse y prendre part. Il y a des événements préoccupants en Afrique..L'Europe en a été absente, et personne ne peut croire qu'elle pourrait apporter une contribution au règlement de ces conflits.»

Le Président français pensait, sans doute, à la gravité des récentes manœuvres épan-

sionnistes des Soviétiques. En effet, l'Union Soviétique semble avoir horreur du vide: dès que l'occasion se présente, elle s'y précipite. C'est ce qui s'est notamment produit en Afrique. A l'absence européenne s'ajoute une fâcheuse démission des Etats-Unis, neutralisés par une campagne électorale qui tend à se transformer en un délire d'autodestruction; la contestation règne partout et engendre le scepticisme quant aux possibilités d'intervention dont disposera demain la plus grande puissance du monde. (Voir «Le Figaro» du 16 février).

Dans la conjoncture internationale actuelle, qui voit l'Europe libre menacée d'un côté par le Pacte de Varsovie et de l'autre par une Afrique où a commencé une intervention massive des Soviétiques, il est naturel que l'Allemagne et la France - qui entendent jouer un rôle moteur au sein de la C.E.E. - se préoccupent d'accélérer la construction européenne et de l'articuler par des mesures concrètes. Telle est vraisemblablement l'origine de la suggestion de M. Giscard d'Estaing de constituer un «directoire» (France, Allemagne et Royaume-Uni), un organisme restreint susceptible d'assumer un pouvoir de décision efficace et qui ressemblerait au Conseil de sécurité par rapport à l'Assemblée générale de l'O.N.U. (Une idée analogue avait été lancée il y a exactement sept ans par le général de Gaulle.)

Le «directoire» a soulevé la protestation des représentants des pays qui en seraient exclus, et n'a pas trouvé l'accord de Bonn non plus.

Parmi les autres questions débattues, soit «au sommet», soit par les ministres des deux délégations, figurent les élections pour le Parlement européen en 1978 (qui posent le délicat problème de la représentation numérique de chaque pays, de la proportion entre le nombre des sièges et la population), la coopération nucléaire entre les industries française et allemande, la reconnaissance du gouvernement angolais de M. Agostinho Neto et la solution du conflit à Chypre.

A la fin de la réunion, M. Giscard d'Estaing a tenu à remarquer que les points de vue de Paris et de Bonn sur les principaux problèmes européens et mondiaux sont presque toujours parallèles et parfois identiques.

oecuménisme

Conseil oecuménique (Nairobi)

Plus de 700 délégués de 286 Eglises, ainsi que près de 300 conseillers, observateurs et invités, réunis sur le thème «Jésus-Christ libère et unit», ont participé à Nairobi à la cinquième assemblée mondiale du Conseil oecuménique des Eglises.

Pendant vingt jours (la séance de clôture a eu lieu le 10 décembre), on a discuté une quantité de rapports, de résolutions et de propositions ayant trait à une grande diversité de questions théologiques, éthiques, sociales et politiques. L'assemblée du Conseil est le plus grand rassemblement chrétien du monde et les contrastes entre les divers courants n'ont pas manqué. Il suffit de mentionner la nette opposition des délégués russes orthodoxes à l'adoption d'un texte sur les restrictions à la liberté religieuse, en particulier en U.R.S.S.

Toutefois la maturité du Conseil est indéniable et, si à Nairobi on n'a pas exprimé de nouvelles idées frappantes, il faut quand même souligner la continuité avec des points de vue communs acquis lors de la précédente assemblée (Upsal, 1968) et la conviction que «ce qui nous divise est moins important que les dons que nous recevons en commun».

Le rapport de M. Thomas, le président du comité central, a repris l'idée de la priorité qu'il faut accorder à la lutte des chrétiens contre le racisme et pour la défense des droits de l'homme et des minorités, ainsi que pour la défense de l'équilibre écologique. Un autre rapport important a traité de la notion de développement et du rôle de la technologie. Plusieurs interventions ont démontré que les options du Conseil oecuménique en faveur du tiers-monde semblent désormais généralement acceptées ou tolérées; les Eglises ont été invitées à consacrer

crer une part de leurs revenus au développement.

En ce qui concerne la gestion centrale de l'unité de l'Eglise chrétienne, on a dit à Nairobi que l'unité recherchée est «une communauté conciliaire d'Eglises locales».

A l'issue des travaux, il a été procédé à l'élection des 130 membres du comité central et des 6 présidents qui constituent son organisme directeur.

Colloque islamo-chrétien (Tripoli)

1-6 février 1976. Après une histoire multiséculaire d'incompréhensions, d'hostilités et de chauvinisme, pour la première fois dans l'histoire, à Tripoli, chrétiens et musulmans se sont embrassés et appelés «frères».

Le rassemblement, tenu sous le double patronage de l'Etat du Vatican et de la République libyenne, comptait quelque 400 participants venus d'une cinquantaine de pays européens, africains et américains.

Pour reprendre un mot d'un des délégués musulmans, les deux parties savent que les roses de la compréhension réciproque sont protégées par beaucoup d'épines. Il faut citer non seulement les divergences théologiques et le souvenir d'un passé parsemé de guerres, mais surtout les questions politiques d'une brûlante actualité telle que le sort des Palestiniens.

Après six jours de débats acharnés, de récriminations (les musulmans, dans leurs attaques contre le colonialisme, tendaient à confondre christianisme et impérialisme occidental) et de polémiques sur les erreurs du passé, sur l'athéisme et le communisme, il a été entamé un dialogue constructif. Il a été exprimé, par exemple, la volonté commune de former un front unique

pour la défense des valeurs religieuses, et présenté les deux cultures comme patrimoine commun de l'humanité. Il paraît que la Libye acceptera d'établir des relations diplomatiques avec le Vatican et d'autoriser la construction d'une église à Benghazi.

La déclaration finale exprime le caractère positif des résultats du dialogue historique de Tripoli, à l'exclusion de la question palestinienne, proclame le caractère arabe de Jérusalem et exige la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien. Cette partie controversée de la déclaration a été transmise aux autorités du Saint-Siège qui - le 11 février - ont fait savoir ne pas pouvoir l'accepter, dans la mesure où son contenu ne correspond pas aux positions déjà exprimées par le Vatican en maintes occasions.

Malgré cet incident final, il est certain qu'on a fait preuve à Tripoli, de bonne volonté, de courage et d'honnêteté.

«Les Pacificateurs»

La Fondation Européenne Dragan ayant également inclus dans ses propos de rapprochement et d'union des européens, les problèmes œcuméniques et estimant que seules les valeurs spirituelles et culturelles peuvent résoudre la crise qui bouleverse notre époque, a voulu présenter, dans une splendide publication, la chronique détaillée et précise des relations entre le Saint-Siège de Rome et le Patriarcat de Constantinople entre 1958 et 1970.

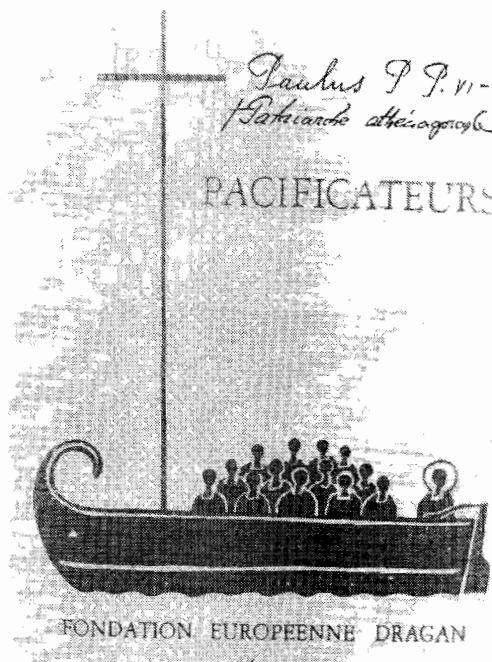
Réalisée avec ferveur et munificence, cette publication tient compte à la fois des traditions iconographiques ecclésiastiques et des exigences de notre temps.

Elle présente, sous une forme raffinée, un travail sérieux incontestable pour la divulgation des efforts accomplis par la Communauté chrétienne pour le rapprochement des deux Eglises.

Le schisme commencé il y a quatre siècles de cela et qui s'est conclu par l'excommunication que se lancèrent réciproquement les deux Eglises, a trouvé en Athénagoras Ier, Jean XXIII et Paul VI, les grands auteurs de la réconciliation entre l'Eglise Catholique et l'Eglise Orthodoxe.

Sous l'impulsion directe de M. J.C. Dragan, Président de la Fondation, l'auteur, Aristide Panotis, a écrit cette oeuvre avec la précision d'un témoin; ayant personnellement participé à une grande partie des principaux événements exposés dans l'oeuvre, il rapporte des épisodes et des documents absolument inédits qu'il a pu extraire des archives du patriarcat œcuménique.

Le contenu du livre est, en réalité, plus vaste que le titre «Les Pacificateurs», sous lequel il est présenté. Il s'étend, en effet, également aux phases qui ont précédé la grande rencontre entre Paul VI et Athénagoras à Jérusalem en 1964, l'abrogation réciproque des excommunications en 1865 et encore les rencontres à Istanbul et à Rome des deux chefs suprêmes des Eglises chrétiennes dont le point culminant est la messe célébrée ensemble par Paul VI et Athénagoras. Nous relevons, accidentellement, qu'il a été adjoint au livre, un disque où sont gravées les voix des «Pacificateurs» qui en concélébrant l'Eucharistie consacrent ce rapprochement des Eglises.



Publiée dans les langues française et grecque, l'oeuvre peut être retirée aux sièges de la Fondation Dragan d'Athènes, Rue Academias 57, et de Rome, Foro Traiano, 1.

Le XXIIe Congrès du P.C.F. et les euro-partis

Au XXIIe Congrès du Parti Communiste Français, la proposition de son leader, Georges Marchais, d'abjurer le principe marxiste sacré de la dictature du prolétariat a provoqué une vive sensation, tout comme les apparentes volte-face de Berlinguer, chef du P.C.I., vis-à-vis des directives ou des actions de Moscou, ont impressionné l'opinion publique de l'Europe occidentale.

La rédaction du «Bulletin Européen» reviendra plus à fond sur cette nouvelle stratégie des partis communistes des pays européens occidentaux, dans le plus vaste contenu d'une étude en préparation sur les solutions politiques possibles qui pourront se présenter à Strasbourg en 1978, quand le Parlement européen sera une réalité et que les représentants élus devront s'aligner sur les bancs soit selon des blocs nationaux soit comme groupements d'euro-partis.

Déficit à volonté

D'après une étude de l'O.C.D.E. sur les perspectives économiques de 1976, le déficit des pays industrialisés, membres de l'organisation, pourrait tripler - et arriver à 17,5 milliards de dollars, par rapport à celui de 1975 (6 milliards); il

sera de toute façon nettement inférieur au passif de 33 milliards enregistré en 1974. La situation la plus critique se fera sentir dans les pays en voie de développement non producteurs de pétrole qui, par manque de financements appropriés, devront réduire leurs importations. Ils enregistreront le plus fort déficit global de leurs balances des paiements;

celui-ci dépassera 21 milliards de dollars, mais représentera, cependant, une amélioration vis-à-vis des 27 milliards de 1975. Pour les pays de l'Opec, tout se poursuivra à plein rythme: leur actif s'élèvera à 46,5 milliards de dollars contre les 43 de 1975 et les 67 accumulés, ce qui est un record, en 1974.

Sondage sur l'unification européenne

Il a été publié les résultats d'un sondage, effectué au cours du second semestre 1975, dans les neuf pays de la Communauté, pour vérifier l'opinion sur les problèmes de l'unification européenne. Les résultats voient l'Italie en tête pour les approbations sur les différents thèmes européens en cours de discussion. Par exemple, 78% des Italiens interrogés sont favorables à l'élec-

tion directe du Parlement européen. A la dernière place, figure le Danemark avec 32% seulement de voix favorables. Dans l'ensemble, le sondage a donné des résultats suivants: 68% favorables à une citoyenneté européenne, 64% à l'élection du Parlement européen, 59% à l'Union politique, 43% à une accélération du mouvement d'unification européenne.

La C.E.E. pessimiste sur la diminution du chômage

Le chômage au sein de la C.E.E. diminuera très lentement à la suite d'une modeste reprise économique qui se produira dans de nombreux pays membres. C'est ce qu'affirme la commission de la C.E.E. dans sa dernière revue économique mensuelle, en relevant qu'à la base de cette prévision peu favorable il y a la faiblesse

persistante des investisse-

ments. De toute façon, le fléchissement du chômage sera inégal et les différences seront plutôt marquées.

La commission a confirmé, toutefois, l'estimation d'une croissance réelle de 3% du produit national brut communautaire contre une diminution de 2,5% en 1975.

Le prix européen de la presse

Jean Lecerf, auteur des volumes *Histoire de l'unité européenne* et *La Communauté en péril* et collaborateur du journal français «Le Figaro», vient de recevoir le Prix européen de la presse, décerné par le Mouvement fédéraliste européen de Belgique.

La cérémonie a eu lieu à Anvers, le 14 février, dans le cadre d'une manifestation annuelle qui a pour but à la fois de mettre à l'honneur ceux qui ont oeuvré pour une Europe mieux unie et de faire le point de la situation européenne en traçant des chemins d'avenir.

Lors de la même manifestation, le Mouvement fédéraliste européen de Belgique a accueilli, dans son «Sénat d'honneur», quelques nouveaux membres, parmi lesquels MM. Chabert et Westerterp - anciens ministres des Transports, l'un belge, l'autre néerlandais - qui, quelques années auparavant, avaient présenté à leurs parlements respectifs des projets de loi pour l'organisation d'élections nationales directes au Parlement européen.

Docteurs «honoris causa» de la Sorbonne

Six grandes personnalités politiques et culturelles ont reçu au cours d'une séance solennelle (14 février) le diplôme de docteur *honoris causa* de l'Université de Paris IV (Sorbonne):

Edward Heath, conservateur, ancien Premier ministre du Royaume-Uni;

Yehudi Menuhin, le premier musicien reçu par une université française;

Mircea Eliade, éminent spécialiste de l'histoire des religions, philosophe et romancier (d'origine roumaine, il enseigne maintenant à l'Université de Chicago);

Bruno Snell, philologue et linguiste, ancien professeur à l'Université de Hambourg;

Vittore Branca, de l'Université de Padoue, le meilleur historien de la littérature de Boccaccio;

Aleksander Gieystor, directeur de l'Institut d'Histoire de l'Université de Varsovie.

Dans son allocution introductive, M. Dupront, président de la Sorbonne, a tenu à souligner que cette cérémonie n'est rien d'autre qu'une manifestation de foi européenne.

La «banque culturelle» UNESCO

L'UNESCO vient de créer (Paris, 9-10 février) un Fonds international pour la promotion de la culture.

Cette espèce de «banque culturelle» se fixe comme objectifs:

- le soutien financier des projets de caractère expérimental;

- l'encouragement de la culture autonome de chaque pays (il s'agit notamment d'aider les pays en voie de développement à lutter contre «l'aliénation culturelle»); par exemple,

le Fonds versera des subventions et des bourses aux artistes et aux chercheurs et apportera une aide technique à la formation d'animateurs;

- l'obtention de contributions d'Etats et d'institutions nationales, internationales ou privées, contributions nécessaires pour constituer le Fonds. (On sait que l'UNESCO, avec ses maigres ressources actuelles, ne pourrait pas faire face à un tel programme d'investissements culturels.)

Les deux étapes de la collaboration nucléaire franco-allemande

La collaboration franco-allemande pour la construction de réacteurs surrégénérateurs comporte deux étapes:

1. La construction en France d'un premier réacteur Superphénix selon la technologie française (avec la participation financière de l'Italie);

2. La construction ultérieure en Allemagne d'un second réacteur surrégénérateur utilisant la technologie allemande (avec la participation financière de l'Italie).

Or la technologie allemande est moins avancée que celle

de la France. Aussi les Allemands souhaitent-ils passer un accord de coopération avec les organismes de recherche et les industriels français. Mais un accord complet est difficile à signer dans la mesure où les industriels français (qui construiront Superphénix) ne sont pas encore déterminés.

Dans une déclaration d'intentions, les deux gouvernements devraient donc vraisemblablement annoncer leur volonté de signer prochainement un tel accord.

YALTA - 1945

Churchill cède à l'Union soviétique l'Europe de l'Est.

HELSINKI - 1975

La conférence de 35 nations reconnaît le status quo créé à Yalta.



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B.»

Bulletin Européen

SOMMAIRE

La crise italienne, l'Europe et les U.S.A. <i>par R.C. Hood</i>	p. 1
La Grèce, dixième membre de la Communauté Européenne <i>par Europaeus</i>	» 6
Dernier hommage à René Maheu	» 7
Council of Europe: Role and management of telecommunications in a democratic society	» 8
We and the others: The Abu Dhabi Conference	» 10
XXV African Economic Congress	» 11
L'initiative Caramanlis: un succès diplomatique <i>par R. Pellegrini</i>	» 12
«Concorde» vole	» 14
La rencontre franco-allemande de Nice	» 15
Oecuménisme: Conseil oecuménique (Nairobi)	» 16
Colloque islamo-chrétien (Tripoli)	» 16
«Les Pacificateurs»	» 17
Chronique	» 18

REDACTEUR RESPONSABLE: Dante Ferrari ★ Direction - Rédaction Via Magnanapoli 11 - Roma ★
ABONNEMENTS ANNUELS: ordinaire F.F. 50 - de soutien F.F. 250 ★ (ou monnaie européenne
équivalente) ★ Reg. Trib. Rome N. 2840 du 15.12.1951 ★ Stampato in proprio ★